

QUESTION D'ACTUALITE

Groupe socialiste, écologiste et républicain

Michèle PILOT, Présidente de groupe

Vice-Présidente déléguée aux ressources humaines et au dialogue social

Conseillère du canton de Toul

La région Grand Est

Monsieur le Président,

La région Grand Est a voté son budget le 30 mai 2016, illustrant ses grandes priorités d'action. Les choix et les orientations ne sont pas sans poser des questions légitimes sur l'accompagnement des territoires au regard d'un vaste espace qui regroupe plus de 5,5M de personnes et 10 départements aux identités marqués.

Vous avez souhaité monsieur le Président être dans une dynamique de dialogue renforcé avec le nouvel exécutif régional afin de travailler à la préservation d'une action publique de proximité. L'émergence de cette nouvelle région ayant suscité de très nombreuses inquiétudes de nos concitoyens sur cet aspect.

Je salue le choix qui est le vôtre de faire de notre département non pas un des 10 départements mais un département qui contribue activement à la dynamique et à la réflexion générale.

Plusieurs rencontres sont intervenues avec Monsieur Richert, Président de la région Grand Est pour évoquer à la fois l'action régionale et le devenir de certains dossiers départementaux. Un Président de région qui s'est dit être à l'écoute des départements.

Notre département a fait le choix de porter de manière originale certaines politiques. C'est le cas de la gratuité des transports, marqueur d'une politique départementale soucieuse d'accompagner les familles et la réussite éducative des enfants.

J'évoquerai dans un tout autre registre notre politique de soutien au monde associatif qui nous a permis d'accompagner ceux qui font vivre le lien social en coconstruisant notre politique publique.

Ces deux exemples illustrent la capacité de notre collectivité à porter des choix d'engagement et à développer l'innovation dans la manière de conduire nos politiques publiques.

Aussi, je souhaiterais savoir, monsieur le Président, comment dans le cadre de ce nouveau périmètre, il sera possible de préserver certains choix en matière de politiques publiques et surtout si la région s'inscrira comme partenaire de ces choix ?

Je vous remercie.